

**Séance ordinaire du  
jeudi 19 décembre 2019**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

**Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations -  
Principes et montant 2019**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La constitution de provisions comptables est une dépense prévue par l'article L.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Par cette délibération, il est proposé de définir les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application.

Les enjeux et la méthodologie de la politique de provisionnement de la Ville sont détaillés ci-après.

**1- Un provisionnement nécessaire pour atteindre la certification des comptes de la Ville de Montpellier :**

Les principaux enjeux de la certification sont de garantir la transparence de l'action publique grâce à une information financière de qualité, et d'assurer la qualité et la fiabilité des comptes de la Ville afin de disposer d'un socle robuste pour la bonne gestion des fonds publics.

La mise en œuvre d'une politique de provisionnement permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

**2- Un provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité :**

Provisionner une dépense ne signifie pas accepter une perte éventuelle : au contraire, en vertu du principe comptable de prudence, le fait de provisionner assure à la collectivité une capacité à faire face à ses obligations dans les années futures.

Au-delà du respect du principe de prudence, la sincérité des comptes est également visée puisque la collectivité intègre ces risques éventuels dans les documents budgétaires.

### 3- L'historique du provisionnement :

Depuis 2013, la Ville a comptabilisé chaque année des provisions pour litiges et contentieux et pour créances irrécouvrables (restes à recouvrer).

En 2017, ce provisionnement a été élargi au compte épargne temps, aux créances irrécouvrables liées aux sociétés en liquidation et redressement judiciaire et à la dépréciation des titres de participation.

Au 31 décembre 2018, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 3 500 959.67 euros et se répartissait de la façon suivante :

<b>Provision pour litiges et contentieux</b>	42 655.00 euros
<b>Provision pour créances irrécouvrables (reste à recouvrer)</b>	300 000.00 euros
<b>Provision pour créances irrécouvrables (sociétés en liquidation ou redressement judiciaire)</b>	838 581.17 euros
<b>Provision pour Compte Epargne Temps</b>	366 537.50 euros
<b>Provision pour dépréciation des titres de participation</b>	1 953 186.00 euros
<b>Total</b>	3 500 959.67 euros

### 4- Le cadre réglementaire :

Par application du 29° de l'article L. 2321-2, une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante dans les cas suivants :

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la commune à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la commune. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la commune en fonction du risque financier encouru ;
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

En dehors de ces cas, la commune peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque avéré.

Pour l'ensemble des provisions prévues aux alinéas précédents, la commune peut décider de constituer la provision sur plusieurs exercices précédant la réalisation du risque.

La provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Une délibération détermine les conditions de constitution, de reprise et, le cas échéant, de répartition et d'ajustement de la provision.

Le montant de la provision, ainsi que son évolution et son emploi sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Du point de vue comptable et quelle que soit la collectivité ou l'établissement public local, une provision doit impérativement être enregistrée lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- le risque ou la charge doit être nettement précisé quant à son objet ;
- la réalisation du risque ou de la charge est encore incertaine, mais des événements survenus ou en cours, la rendent probable ;
- l'échéance de la sortie de ressources ou le montant ne sont pas connus précisément, mais ils sont néanmoins évaluables avec une approximation suffisante.

De manière générale, les provisions pour risques et charges doivent être comptabilisées même si le résultat (comptable ou budgétaire) est négatif.

#### **5- Conditions de constitution et chiffrage des dotations :**

Il est proposé de valider les conditions de constitution des provisions et dépréciations selon les modalités décrites ci-dessous.

Provision pour litiges et contentieux : une provision sera constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Elle sera évaluée au regard du risque encouru.

Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : En complément des diligences faites par le Comptable Public pour procéder au recouvrement des titres, il est proposé de provisionner les créances les plus anciennes sur la base des restes à recouvrer proposés par celui-ci.

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : malgré la vigilance exercée par la collectivité et le Comptable Public au moment de l'émission des titres, certaines sociétés sont en cessation de paiement avant d'avoir pu honorer leur dette. Il est ainsi proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public.

Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, supérieurs à 15 jours.

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Les provisions seront ajustées chaque année en fonction des éléments transmis.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2019, les ajustements suivants :

	Compte de Gestion au 31/12/2018	2019		Compte de Gestion au 31/12/2019
		Reprise	Dotation	
<b>Litiges et contentieux</b>	42 655,00	42 655,00	464 720,00	464 720.00
<b>Restes à recouvrer</b>	300 000,00		992 776.79	1 292 776.79
<b>Liquidation et redressement judiciaire</b>	838 581,17	174 179.66	394 374.56	1 058 776.07
<b>Compte épargne temps</b>	366 537,50		279 197,50	645 735,00
<b>Dépréciation Titres de participation</b>	1 953 186,00			1 953 186,00
<b>Total</b>	3 500 959,67	216 834.66	2 131 068.85	5 415 193.86

## 6- Comptabilisation des provisions :

D'un point de vue budgétaire, les provisions peuvent se traduire de deux manières, selon les types de collectivités et éventuellement leur décision propre :

- en cas d'opération semi-budgétaire, il y a uniquement une dépense ou recette de fonctionnement regroupée sur le chapitre 945 « Dotations aux provisions » ou « Reprises sur provision » ;
- en cas d'opération budgétaire, il y a une dépense (ou recette) de fonctionnement et une recette (ou dépense) d'investissement de même montant en contrepartie, respectivement retracées aux chapitres 926 et 946 « Opérations d'ordre de transfert entre sections ».

Afin d'homogénéiser la procédure de provisionnement avec celle des dotations aux amortissements, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter, à compter de l'exercice 2020, la comptabilisation des provisions en opération budgétaire.

## En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2019 ;
- de dire que les crédits y afférents sont prévus au budget de l'exercice 2019, chapitre 945 ;
- de dire qu'à compter de l'exercice 2020, les provisions seront comptabilisées en opération budgétaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20191219-110638-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/12/19  
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.